

SERVICE PUBLIC

Grève et manifestation aux Finances publiques

Craignant la suppression de 21 emplois, Force ouvrière invite les agents des Finances publiques de la Haute-Marne à faire grève jeudi et à se rassembler à 11 h 30, devant la cité administrative à Chaumont.

Les craintes de Force ouvrière ne se sont pas apaisées. Dans *Le Journal de la Haute-Marne* du 24 novembre, nous avions eu l'occasion de les relayer. Elles portent sur les suppressions d'emploi qui pourraient toucher les agents des Finances publiques de la Haute-Marne. Dans le cadre du projet de loi de finances 2018, la DGFIP du département pourrait être amenée à rendre 21 postes ! Soit près de 7 % des effectifs, avait calculé Force ouvrière indiquant qu'au niveau national la baisse serait de 1,5 %. La Haute-Marne serait donc - comme bien souvent - plus durement touchée. *«Les conséquences humaines de ces suppressions d'emplois sont bien connues, chacun constate tous les jours l'augmentation des burn-out et de la souffrance au travail, et ce, quels que soient les*

services», avance FO-DGFIP. Pour les responsables syndicaux, ces 21 suppressions d'emploi *«viennent s'ajouter à toutes les suppressions depuis la fusion. Sans oublier toutes les vacances d'emplois et les absences non remplacées (arrêts maladie, formations, etc.)»*. FO appelle ainsi les agents à la grève jeudi ainsi qu'à un rassemblement à 11 h 30 devant la cité administrative. *«Seul un taux de grève important et une mobilisation massive permettront au personnel d'afficher leur résistance face à notre direction locale et ses méthodes»*, indique FO qui ne comprend pas pourquoi la direction en Haute-Marne ne consacre pas le comité technique local de jeudi à la seule question des emplois. FO dénonce un *«mépris total du dialogue social.»* Elle n'avait pas souhaité s'exprimer le 23 novembre, cette fois,



Rachel Sugneau (au micro) est la secrétaire de FO au sein des Finances publiques. Elle appelle à la grève jeudi.

Patricia Barjot, directrice départementale, accepte de parler et entre dans le détail des suppressions qui seront effectivement actées le 31 décembre.

C. C.

Moins de postes, ce n'est pas moins de service public

Patricia Barjot confirme le chiffre des 21 postes qui sont sur la sellette. Mais elle nuance les 21 suppressions. *«Il y a douze suppressions et neuf transferts»*, indique la directrice départementale des Finances publiques en rappelant qu'il n'est évidemment pas question de licenciements puisque l'on parle d'agents qui sont fonctionnaires. Sur cette réorganisation, la directrice insiste qu'elle correspond *«à l'aménagement de nos missions.»* Elle prend pour exemple la comptabilité de l'Office public de l'habitat de Saint-Dizier qui ne sera plus assurée par les agents de la DGFIP à compter du 1^{er} janvier prochain, l'OPH ayant choisi de repartir en comptabilité privée. *«Cela correspondait à quatre emplois. Ces personnes seront réaffectées à d'autres missions à Saint-Dizier»*, relève la directrice. Ils font partie des transferts dont il est question. Trois autres concernent le

contrôle fiscal. *«Ce sont des personnes qui restent à Chaumont mais qui ne dépendront plus de la direction départementale»*, explique Patricia Barjot qui, sur les suppressions annoncées, indique que huit d'entre elles correspondent à des départs en retraite ou à des postes aujourd'hui vacants.

La directrice confirme néanmoins que la Haute-Marne rend proportionnellement plus de postes que la moyenne nationale. *«Pour autant, on ne fait pas moins de service public. Au contraire, notre volonté est d'améliorer le service aux usagers grâce à une meilleure organisation.»* *«Il est certain»*, termine la directrice, *«que les départements comme la Haute-Marne concentrent peu d'enjeux.»* Ainsi les moyens *«sont redéployés là où les enjeux sont plus forts»*. C'est-à-dire ailleurs...